

Queer	3	Genève	7	Féminisme	11	Culture	15
Reconnaître le droit d'asile aux personnes LGBTIQ		« Occupation sans faim » de la cafétéria d'Uni-Mail		Violences machistes, offensive féministe		Pour un Spotify socialiste	



Édito

SMOOD: DES GRÈVES CONTRE L'EXPLOITATION INDIVIDUALISÉE

Des dizaines de livreurs et livreuses de Smood sont en grève depuis le début du mois, soutenu·e·s par le syndicat Unia (voir page 6). Iels se sont d'abord levé·e·s à Yverdon, puis ont été suivi·e·s par leurs collègues de Neuchâtel. L'onde a couru jusqu'à Nyon, Martigny, Sion, et plus récemment, Montreux,

Vevey, Lausanne, Fribourg et Genève. D'autres villes pourraient suivre le mouvement. Mais le choc se fait attendre. Smood dénie toute légitimité au mouvement, alors que l'entreprise est interpellée par l'un des syndicats les plus importants du pays.

Les revendications des travailleur·euses relèvent pourtant

du bon sens et, pour la plupart, de la simple application de la loi sur le travail : un salaire digne, des plannings prévus à l'avance, avec suffisamment d'heures de travail pour vivre et suffisamment d'heures de repos pour entretenir sa vie personnelle, le paiement effectif des heures travaillées, mais aussi des outils

de travail équitables, de la transparence sur les pourboires et la fin des pénalités pécuniaires.

Au lieu de répondre à la demande d'ouverture des négociations d'Unia, Smood fait appel à des casseurs·euses de grève, incite au travail avec une prime de 30 francs et distribue des bons d'achat de 100 francs au nom du partenariat social. Pire : alors que des grévistes tiennent des piquets de grève quotidiens en personne, Smood les méprise en se cachant derrière un projet de Convention collective en cours de négociation avec Syndicom tenue secrète jusque-là. →

Coronavirus

8-9

APRÈS LA CRISE SANITAIRE, LA SOCIÉTÉ DU SOIN?

Cette grève qui s'anime en réseau et qui est grandement portée par les travailleurs-euses-mêmes, détonne fortement avec l'individualisation du travail. La précarisation à l'ère des plateformes est un phénomène qui s'amplifie : l'emploi se transforme de plus en plus en travail sur appel ou à la tâche, soumis non pas aux règles classiques du salariat mais à une forme toujours plus décomplexée de pseudo-auto-entreprenariat. Ce phénomène « d'uberisation » s'appuie largement sur la numérisation du travail et finit d'achever le long processus d'atomisation des travailleurs-euses, qui, mis-e-s en compétition les un-e-s contre les autres et éloigné-e-s géographiquement, peinent à s'organiser collectivement.

Smood s'était construit une respectabilité dans le domaine de la livraison en opposition à Uber Eats. Entreprise suisse fonctionnant sur l'établissement de contrats de travail, forte d'un juteux partenariat avec Migros, elle révèle aujourd'hui qu'elle profite largement du dumping social de la branche, en glissant vers la rémunération à la tâche, en ne payant pas toutes les heures de travail, en laissant la majorité des charges liées aux véhicules à ses livreurs-euses, et en faisant appel à la sous-traitance. Force est de constater que sans salaire minimum cantonal suffisant pour vivre dignement, sans davantage d'inspections qui contrôlent les heures de travail et sans régulation de la sous-traitance, les entreprises peuvent avoir le champ libre.

La lutte des grévistes de Smood est donc la nôtre. Ce rempart à l'individualisation de la précarisation du travail doit être soutenu par un mouvement large de soutien, qui ne lâche rien avant que leurs droits syndicaux soient reconnus et leurs revendications satisfaites. Pour cela, des comités de soutien locaux et cantonaux sont en train de voir le jour. Faire grève, selon les grévistes lors de la constitution du comité de soutien yverdonnois, c'est aussi lutter pour plus de justice sociale.

Rejoignons donc les piquets de grève !

Marlene Carvalhosa Barbosa

AGENDA

Genève

SA 20 NOV

RASSEMBLEMENT

FORA BOLSONARO

11h En face du Palais Wilson

SA 20 NOV

APRÈS-MIDI CONTRE LE PASS

Pour une sortie de crise solidaire

14h – 21h place des Grottes

SA 20 NOV

MANIFESTATION À L'OCCASION

DU 5^e ANNIVERSAIRE DES

ACCORDS DE PAIX EN COLOMBIE

15h rue du Mont-Blanc

ME 24 NOV

MANIFESTATION CONTRE

LA VENUE DE ZEMMOUR

18h Lieu à confirmer

Vaud

SA 20 & DI 21 NOV

ROSA INTERNATIONAL SOCIALIST

FILM FESTIVAL

Cinéma Obló

DI 21 NOVEMBRE

PROJECTION DU FILM

ME DUELE LA MEMORIA

19h La ferme des tilleuls, Renens

JE 25 NOVEMBRE

MANIFESTATIONS ET ACTIONS CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Voir page 10

FRIBOURG	GENÈVE	LAUSANNE	MORGES	NEUCHÂTEL
18 H	17 H 30	18 H	18 H 30	17 H 15
PLACE PYTHONNE	PLACE BEL-AIR	PLACE DE LA RIPPONNE	GRAND-RUE	FONTAINE DE LA JUSTICE

GENÈVE

MA 30 NOVEMBRE 2021

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS! POUR LA LEVÉE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SUR LES VACCINS, TESTS ET TRAITEMENTS ANTI-COVID. MAINTENANT!

L'appel à la mobilisation de la part d'une large coalition d'associations, ONG, mouvements sociaux locaux et internationaux comme le CETIM, la Centrale Sanitaire Suisse Romande ou le CADTM. Il dénonce le rôle de grandes multinationales de la pharmaceutique ayant pris en otage les pays du Sud global, en réservant leurs livraisons de vaccins aux pays en mesure de payer le prix fort. Cette politique criminelle a des conséquences dramatiques, avec des milliers de morts dans les pays pauvres. La levée des brevets et le transfert des technologies ouvriraient la possibilité de monter rapidement des chaînes de production dans de nombreux pays et

permettraient de répondre à l'urgence sanitaire.

La conférence ministérielle de l'OMC qui abordera ce sujet se tiendra à Genève du 30 novembre au 2 décembre prochains. Cette demande de libéralisation des brevets a été refusée en 2020, notamment par la Suisse et l'Union européenne.

Mobilisons-nous ici comme ailleurs, afin de montrer notre désaccord le plus ferme contre cette politique et pour la levée des brevets et des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, mais aussi sur les traitements, les tests, les moyens de prévention et pour la réquisition des capacités de production inutilisées. Il faut en finir avec ces scandales mortels !

17 H 30

PLACE LISE-GIRARDIN

VILLES DE SUISSE ROMANDE

LU – VE 17 H 30 – 19 H 30

PIQUETS DE GRÈVE DES EMPLOYÉ·E·S DE SMOOD

Plus d'infos: Groupe Facebook

« Comité de soutien aux travailleurs-ses de Smood »

Impressum

Editeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
23 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Joseph Daher
Cornelia Hummel
Margaux Long
Gabriella Lima

Irana Ladeira
Julien Nagel
Pierre Raboud
José Sanchez
Thomas Vochetta
Relecture
Nathalie Delbrock
Clara Fonjallaz
Gaëlle Kovdly

Marc Leemann
Aude Martenot
Guy Roupe
Francoise Mos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Eric Roset

Abonnements
Annuel
Étudiant·e·s, chômeur·e·uses, AVS/Al...
3 mois à l'essai
Soutien
Pour payer:
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
▶ abos@solidarites.ch

fr. 80
40
150
Gratuit!
CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E Fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E voud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

SOUTENUE PAR LA SUISSE, L'EUROPE FORTERESSE RENFORCE SES BARBELÉS

Alors que les bordures de l'Europe gérées par l'agence Frontex sont des zones de non-droit, où les violences sont monnaie courante, le soutien de la Suisse à cette agence est inacceptable.

Sous les yeux coupables des pays européens, la Méditerranée et la Manche continuent de se transformer en cimetières, avec des canots pneumatiques qui tentent par dizaines, chaque jour, la traversée vers la Grèce, l'Italie ou l'Angleterre.

À l'Est, des milliers de personnes sont aux prises avec le froid, la faim et la détresse à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne. Parmi elles se trouvent nombre de personnes, d'enfants qu'il faut secourir en urgence, mais face à elles

et eux ne se dressent que des barbelés et des forces armées. Une nouvelle démonstration de la catastrophe humaine que représente la forteresse Europe.

Frontex: bras armé de l'UE

L'agence européenne Frontex, chargée de garder les frontières, est le bras armé de la politique migratoire criminelle de l'UE. En 2020, plus de 11 000 exilé·e·x·s ont été repoussé·e·x·s vers la Libye, alors qu'ils-elles y risquent la torture et la mort, avec l'aide de Frontex.

L'agence est aussi responsable de nombreuses violations du droit international et notamment de « pushbacks » : ces refoulements illégaux, souvent violents, vers les pays en bordure de l'UE (Bosnie, Biélorussie, etc.).

Pourtant, l'UE a décidé d'augmenter le budget de Frontex, qui passe de 6 millions d'euros en 2005 (avec quelques dizaines d'employé·e·x·s) à un dispositif composé de 10 000 officiers armés avec leur équipement (bateaux, avions, véhicules, drones, matériel high-tech de

contrôle, etc.) pour près d'un milliard d'euros par an en 2027.

Non au soutien de la Suisse à Frontex

Depuis 2009, la Suisse soutient Frontex financièrement et en personnel. Récemment, le Conseil national a approuvé un budget annuel de 61 millions de francs jusqu'en 2027, soit plus que le doublement de sa contribution. Un référendum a été initié par le Migrant Solidarity Network contre ce financement (frontex-referendum.ch), qui fait partie intégrante des politiques racistes, restrictives et coercitives de la Suisse envers les personnes en exil.

SolidaritéS soutient ce référendum et encourage à le signer. Les politiques racistes envers les personnes en exil doivent être dénoncées et une politique migratoire d'accueil digne, féministe, être mise en place !

Aude Martenot



Conférence de presse, Genève, 11 novembre 2021

UNE PÉTITION POUR RECONNAÎTRE LE DROIT D'ASILE AUX FEMMES ET PERSONNES LGBTIQ+

La pétition féministe européenne « Pour une reconnaissance effective des motifs d'asile propres aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTIQ+ » a été lancée jeudi 11 novembre dans une quinzaine de pays européens, soutenue par plus de 160 associations, syndicats et partis. Jusqu'au 11 mai 2022, une grande mobilisation s'organise pour récolter des centaines de milliers de signatures et dénoncer la politique criminelle de l'Europe contre les réfugié·e·x·s.

Judi 11 novembre, des actions dans différentes villes et des conférences de presse simultanées ont permis de faire connaître la pétition à travers les médias européens. Pour lancer la mobilisation

en Suisse, une conférence de presse s'est tenue symboliquement en face du Haut-commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR), à Genève.

Lors de cette manifestation, des témoignages poignants de réfu-

gié·e·x·s ont été lus à la presse. Pas besoin de longs discours lorsque les personnes directement concernées prennent la parole ! Il y a cette femme qui a dû quitter son pays car elle refusait un mariage forcé ;

cette autre femme qui est partie en exil seule avec son petit garçon de trois ans et demi ; celle qui s'est fait abuser dans un centre fédéral en Suisse ; et encore cette femme qui, en voulant fuir la violence de son mari dans son pays, a été victime d'autres violences et de traite pendant son parcours vers l'exil. Ou cette personne homosexuelle qui n'est pas entendue lorsqu'elle raconte les sévices qu'elle a subis.

Ces traumatismes, ces blessures, qui restent gravées en chacune d'elles, ne sont pas reconnues par la Suisse comme motif suffisant pour obtenir l'asile. La Suisse a pourtant signé la convention d'Istanbul, qui justement impose de protéger les femmes contre les violences spécifiques qu'elles subissent.

Lors de la conférence de presse devant le HCR, des sages-femmes, des groupes de soutien aux personnes LGBTIQ+ et de défense du droit d'asile se sont aussi exprimées en soutien à la pétition féministe européenne. Cette pétition peut être signée en ligne sur le site feministasylum.org ou sur des stands, en version papier, et lors de manifestations comme celle du 25 novembre prochain, journée contre les violences sexistes et sexuelles. Signez et faites signer la pétition !

Claire Martenot

Signez la pétition féministe européenne !

→ feministasylum.org

ÉCOLOGIE ET ÉGALITÉ SOCIALE: UNE ÉQUATION IMPOSSIBLE?

Les rénovations pour rendre les logements plus écologiques sont nécessaires. Cependant, un certain nombre de celles-ci se font au détriment des locataires, surtout des plus précaires. Des votations sur ces questions auront lieu à Zürich et à Bâle.

Les habitant·e·s du canton de Zürich voteront le 28 novembre sur une nouvelle loi sur l'énergie, qui vise principalement à remplacer les chauffages aux combustibles fossiles du canton (au nombre d'environ 120 000) par des systèmes durables. La votation a lieu à la suite de l'aboutissement d'un référendum mené par l'association des propriétaires zurichois et de l'UDC. Mais une acceptation de la loi dans les urnes ne préoccupe pas seulement la droite. Dans le lot des conséquences possibles des rénovations, il faut notamment compter sur des hausses de loyer.

Le porte-parole de l'association de défense des locataires zurichois (Mieterverband), Walter Angst, souligne dans un entretien au journal *Le Temps* (25.10.21) le risque important d'expulsion. Les lois cantonales de protection des locataires, plus permissives qu'à Genève ou dans le canton de Vaud par exemple, mènent à des milliers d'expulsions par année. Walter Angst fait état d'un tiers de rénovations menant à des expulsions (1500 appartements par an) et relaie les craintes d'une

possible crise sociale en cas d'accélération – nécessaire – de ce type de transformations.

Comme le relève le quotidien romand, en se basant sur une étude commandée par la ville de Zürich en 2020, ce sont majoritairement les logements habités par les plus précaires qui entraînent le plus de rénovations, les immeubles les plus vétustes étant souvent les moins chers. Une logique qui oblige jusqu'à un quart des locataires touché·e·s à quitter la commune zurichoise, faute de trouver un nouveau logement accessible (selon une étude de 2017).

La dimension majeure que prend le phénomène a poussé l'Exécutif zurichois à ouvrir la discussion sur l'interdiction d'expulsion pour les propriétaires ayant reçu des subventions pour une rénovation. Il ne s'agirait cependant que d'une mesure cantonale, et l'association des bailleurs zurichois (HEV) menace déjà qu'aucun·e propriétaire ne se risquera à des transformations dans de telles conditions. Le parti socialiste planche quant à lui sur un pro-

jet d'initiative pour 2022 visant à contrôler les loyers: ceux pratiqués après la rénovation ou la transformation devront être annoncés en amont et ne pourront pas dépasser un taux de rendement défini.

Possible plafonnement des loyers à Bâle

À Bâle également, un spectre – relatif – hante les propriétaires immobiliers, sous la forme d'une autre votation liant préservation du climat et prix du logement. Une initiative sera également votée le 28 novembre et si elle aboutit, les hausses de loyer suivant une rénovation seront plafonnées.

Ici encore, l'argument économique est avancé par l'association cantonale des propriétaires qui souligne l'effet prétendument décourageant et donc finalement anti-écologique du projet. Le fait que des investissements absolument nécessaires au vu de l'urgence climatique semblent aussi inenvisageables aux propriétaires est à mettre en regard de l'augmentation des prix de l'immobilier suisse. Comme le rappelle le directeur de

la banque Raiffeisen Heinz Huber dans un entretien avec la *NZZ am Sonntag*, ceux-ci ont doublé depuis 20 ans. Une marge confortable de profit.

Un phénomène général

Ces tensions entre mesures pour le climat et intérêts financiers, propres à notre système économique, se retrouvent à travers toute la Suisse. À Lausanne, un problème similaire se pose avec la perspective d'éviction du collectif militant Porno Diesel de la ferme qu'ils occupent à la Blécherette depuis 7 ans, pour construire à la place un lieu dédié à l'agriculture urbaine. S'il n'est pas inintéressant en soi de développer des projets agricoles biologiques, leur réalisation ne doit pas se faire au prix d'expulsions.

À Yverdon-les-Bains la problématique est un peu différente mais rappelons ici qu'une lutte pour le droit à la ville a également lieu: des militant·e·s occupent le site de Clendy-dessous face à un large projet immobilier présenté comme une réponse à la pénurie de logements. Prévu pour être réalisé en partenariat public-privé, celui-ci aura sans doute un effet de gentrification ainsi que différentes autres conséquences négatives (voir *solidarités* n° 397).

Que ce soit à Zürich, Bâle, Lausanne ou Yverdon, nous devons lutter pour une écologie qui ne serve pas d'excuse et qui n'entraîne pas la dégradation des conditions de vie d'une majorité de la population. Au-delà, ces votations rappellent que, comme dans tous les domaines, réaliser une transition écologique socialement juste est impossible sous le règne de la propriété privée des biens communs.

Marie Jolliet



Action commune des Jeunes Vert'libéraux, jeunes évangéliques et jeunes Vert·e·s en faveur de la loi, Zurich, 13 novembre 2021

« FROTTER, FROTTER: IL FAUT PAYER! »

Fin mai, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles, en France, sont sorties d'une grève victorieuse dans laquelle elles se sont battues notamment contre la sous-traitance hôtelière menée par le groupe Accor, chaîne française d'hôtels. Le 11 novembre dernier, elles étaient invitées par le comité d'hôtellerie-restauration du syndicat Unia à Lausanne, afin de raconter leur combat.

Les représentantes des grévistes, Rachel Raissa Keke et Sylvie Kimissa Eper, étaient accompagnées par Tiziri Kandi, leur secrétaire syndicale. Elles ont expliqué comment leur mouvement est né et quelles ont été les stratégies déployées afin d'obtenir gain de cause.

Les travailleuses de l'hôtel se sont presque toutes syndiquées et les revendications qu'elles portaient étaient basées sur la baisse des cadences, le paiement à l'heure et non à la tâche ou encore l'indemnisation des frais de repas.

Elles ont rappelé dans quelle mesure le fait d'être femme et souvent racisée a dérangé pendant 8 mois de grève, y compris dans le milieu syndical. Certains syndicats ont même recouru aux partenaires des grévistes afin de leur demander de dissuader leurs conjointes de poursuivre la grève!

L'aspect crucial de la réussite de cette grève était selon elles la capacité de construire des solidarités avec d'autres mouvements, notamment féministes et antiracistes. Ainsi, il ne s'agissait plus d'un conflit de travail contre un mauvais employeur, limité uniquement aux frontières du syndicat, mais d'un problème politique. Les femmes de chambre ont montré que la lutte paie lorsqu'on est déterminé·e·s et organisé·e·s! Leur lutte sert d'exemple à l'échelle internationale et ouvre l'horizon des possibles pour tous·tes les travailleuses·euses précaires!

Tamara Knezevic



Les candidat·e·s d'EàG, de g. à dr.: Hadrien Buclin (solidaritéS, Lausanne), Elodie Lopez (da., Riviera-Pays-d'Enhaut), Mathilde Marendaz (solidarité & écologie, Jura-Nord vaudois), Gabriella Lima (solidaritéS, Lausanne) et Taraneh Aminian (da., Riviera-Pays-d'Enhaut).

Vaud Élections

ENSEMBLE À GAUCHE SE LANCE DANS LA COURSE AU CONSEIL D'ÉTAT!

Le 10 novembre dernier, Ensemble à Gauche Vaud (EàG) a présenté son ticket au Conseil d'État vaudois. Composé de 5 candidat·e·s des districts de Lausanne, du Jura-Nord vaudois et de la Riviera-Pays-d'Enhaut, il propose une alternative à la politique des petits pas menée par le gouvernement actuel.

Ces dix dernières années, le Conseil d'État à majorité rose-verte a mené une politique libérale qui ne profite qu'à une minorité. Cette orientation nuit à la majorité de la population, tant sur le plan social qu'écologique. C'est parce que nous sommes convaincu·e·x qu'une alternative est non seulement possible, mais nécessaire et même urgente, que nous présentons ces candidatures.

Urgence climatique, urgence anticapitaliste

Nous vivons depuis deux ans sous les effets d'une crise sanitaire qui trouve ses origines dans les déséquilibres écologiques causés par le capitalisme. Cet été, la Suisse a elle aussi été témoin de phénomènes météorologiques inquiétants (débordement de lacs, tempêtes, pluies torrentielles, etc.). Or, le Conseil d'État et son parlement se sont toujours montrés incapables d'apporter des réponses à la hauteur des défis posés par ces crises.

Face à la catastrophe imminente, seules des mesures radicales en ma-

tière de mobilité, de consommation d'énergie ou encore d'agriculture et d'alimentation nous permettront de réduire véritablement nos émissions de CO₂. Cela passe par une remise en cause du système capitaliste, qui exploite la planète et les êtres humains, préférant voir la fin de notre civilisation à la fin de son pouvoir. C'est pourquoi EàG s'engage, aux côtés des mouvements sociaux, pour un programme ambitieux qui rompt avec la logique mortifère du profit.

Pour un programme à la hauteur des enjeux actuels

En plus de l'urgence climatique, EàG articule son programme autour de 5 autres axes: droit à la ville, fiscalité et service public, féminisme et luttes queer, antiracisme et violences policières, ainsi que monde du travail.

Nous voulons que les villes et les villages redeviennent des espaces résilients où les habitant·e·x puissent définir démocratiquement la teneur des espaces qu'ils occupent. Sur le plan fiscal, nous

voulons mettre fin aux privilèges dont bénéficient les grandes entreprises et les contribuables les plus aisé·e·s. Nous nous engageons pour la justice fiscale, pour financer une transition écologique effective, mais aussi pour une réelle politique de santé publique, pour l'éducation et le droit à la reconversion professionnelle et pour une culture qui ne fassent pas le lit de la marchandisation et de la précarité.

En matière d'égalité, nous voulons instaurer une loi sur l'égalité salariale femmes/hommes réellement contraignante pour les entreprises. Quant à la lutte contre les violences policières, nous revendiquons une instance indépendante de dépôt de plainte, et parce que personne n'est illégal·le·x, nous exigeons notamment la régularisation des personnes sans papiers. Aujourd'hui, nous avons besoin d'une révolution sociale, écologique et solidaire, qui ne sera possible que par l'engagement d'une très large majorité de la population.

Gabriella Lima

STOP AUX ABUS!

Un nouveau front social s'est ouvert dans quelques villes de Suisse romande. Les conditions de travail et les salaires chez Smood ont été vivement contestés de l'intérieur. Entretien avec un livreur en grève

S mood est la contraction des mots Smart et Food. C'est une plateforme de livraison de repas. L'entreprise suisse née en 2012 et dont le principal actionnaire est la Migros (qui, on ne le répète jamais assez, engrange 29,9 milliards de chiffre d'affaires pour l'année 2020), engage ses livreurs-euses, contrairement à Uber, mais à quel prix ? Malgré un petit nombre de CDI, la plateforme emploie un grand nombre de livreurs-euses temporaires via l'agence Simple Pay, créée par une ancienne actionnaire de Smood et qui ne connaît qu'un seul client : Smood.

Cela fait maintenant 12 jours que les travailleurs-euses de Smood ont courageusement voté la grève qui a débuté à Yverdon, suivie par Neuchâtel un jour plus tard, puis Nyon, Sion, Lausanne et cela continue. Les grévistes dénoncent les conditions de travail ainsi que le système de l'entreprise qui contribue à l'essor des *working poors* en Suisse. Jean Charles, gréviste neuchâtelois de 63 ans, gagnant entre 2800 et 3000 francs net pour une moyenne de 43 heures de travail par semaine, répond à nos questions.

Les problèmes dans cette entreprise, comme pour les autres plateformes de livraison de repas, ne sont pas nouveaux. Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ? Bien que, sur mon contrat, il n'y ait pas de taux d'activité, je pouvais généralement compter sur un 100 %. Avant le mois de septembre 2021, on donnait nos disponibilités pour le mois et les managers nous donnaient nos horaires. Maintenant, nous devons nous inscrire nous-mêmes pour les shifts tous les jours. Ils sortent tous les jours à 4 h 24 du matin et comme c'est premier arrivé premier servi, nous devons mettre un réveil toutes les nuits pour nous connecter. Cela engendre une compétition malsaine entre les livreurs-euses. Et ça devient de plus en plus difficile d'obtenir des shifts de plus de 5 heures par jour. Je dois travailler $\frac{7}{8}$ pour réussir à avoir mes 175 heures par mois. Une raison qui nous a fait exploser.

Vous avez d'autres revendications ? Il y a plusieurs problèmes. Par exemple, avant on avait des voitures Smart qui étaient mises à disposition, alors que maintenant on doit utiliser nos véhicules privés, pour un défraiement horaire de 2 francs. Avec ce tarif, on n'entre pas dans nos frais. Notre deuxième outil de travail est le téléphone. On ne nous en fournit pas et zéro défraiement. Quand on a un problème avec l'un ou l'autre, Smood annule nos shifts et pas de salaire. C'est pareil quand on est malade, ils nous enlèvent du tableau pour qu'on n'arrive plus à avoir la preuve qu'on devait tra-

vailer et pas de salaire. Quant aux pourboires, ils partent dans une caisse commune et nous sont redistribués en fonction de notre nombre d'heures de travail et d'un algorithme qui calcule notre rapidité et notre disponibilité.

Depuis que vous êtes en grève, quelle est la réaction de la direction et de vos supérieur·e·s direct·e·s ? Pour le moment, c'est une fin de non-recevoir. L'entreprise envoie

des casseur·euse·s de grève en nous remplaçant par les livreurs-euses de Simple Pay. À Neuchâtel, on ne voit plus que ça. Maintenant, on attend de voir comment la grève va prendre dans les grandes villes. Si Genève et Zurich annoncent la grève ça fera bouger les choses plus vite. Nous avons été clair·e·s, la seule chose qu'on demande c'est que la direction accepte de s'asseoir autour d'une table avec nous et Unia. C'est tout !

Vous faites ce que l'on appelle un travail atypique, des organisations qui se multiplient en Suisse. Quelles sont les particularités et difficultés en général ? Ce qui est le plus déroutant, c'est les difficultés à entrer en contact direct avec notre direction et nos managers quand on a un problème. Nous ne les connaissons pas et ne les voyons jamais sauf pour signer le contrat. Tout se passe online et par WhatsApp, c'est une espèce de management déshumanisé, une direction volatile sans relation directe ni rapport interpersonnel. Alors, l'avantage, c'est de ne pas avoir un·e chef·fe sur notre dos tout le temps mais y a quand même une forme de contrôle, comme je le disais avant, avec les algorithmes ou par exemple si on ne valide pas directement une commande quand elle nous arrive sur le téléphone, parce'on est en train de conduire. Dans ce cas, la centrale à Genève nous appelle pour vérifier !

Comment vous situez-vous vis-à-vis du syndicat Syndicom, qui explique être en train de négocier une CCT avec Smood ? Ben, ce n'est pas compliqué, nous n'avions jamais entendu parler de ce syndicat. C'est quand on en a parlé à Unia qu'on a entendu ce nom pour la première fois.

Propos recueillis par Solenn Ochsner

Le piquet de grève à Lausanne, 11 novembre 2021



UNE « OCCUPATION SANS FAIM » DE LA CAFÉTÉRIA D'UNI-MAIL

Depuis le mardi 2 novembre, la Conférence universitaire des associations d'étudiant-e-x-s (CUAE) occupe la cafétéria du bâtiment Uni-Mail de l'Université de Genève. Leurs revendications portent sur la précarité alimentaire de la population étudiante et sur la gestion privée des cafétérias. Notre rédaction a rencontré la CUAE dans la cafétéria occupée le dimanche 14 novembre.

Vous êtes ici depuis 12 jours maintenant, en étant très bien installé-e-x-s et organisé-e-x-s... Il ne s'agissait pas d'occuper la cafétéria en la fermant mais au contraire de servir des repas abordables à touxtes, elle est donc ouverte tous les jours. On a servi jusqu'à maintenant entre 600 et 800 repas par jour, avec boissons, cafés, tout ça à prix libre. On est là tout le temps, on dort ici, on est 30-40 personnes à se relayer pour faire tourner la cafétéria autogérée et plein de gens viennent aussi ponctuellement en soutien.

Quelles sont vos revendications ? La première, la plus connue, est celle des repas à 3 francs tout de suite, pour tout le monde et pour toujours. La deuxième est que le service de cafétéria soit internalisé et non pas géré par une société privée au sein de laquelle, par ailleurs, les conditions de travail sont assez catastrophiques et les droits syndicaux largement bafoués. Ensuite, on demande aussi que l'université soutienne la Farce, qui est l'épicerie gratuite autogérée qui fournit des colis alimentaires aux étudiant-e-x-s de l'Université de Genève et des HES genevoises. 75 % des bénéficiaires de la Farce sont à l'Université de Genève et 25 % dans une HES, alors que seules les HES soutiennent cette épicerie. C'est une honte pour l'université ! La quatrième revendication est l'introduction d'une semaine de révisions au semestre de printemps, car l'enchaînement cours-examens est un facteur de stress, voire de détresse, qui vient s'ajouter à la précarité.

Cette occupation ne tombe pas du ciel, j'imagine, quelle est sa préhistoire ? La CUAE travaille depuis des années sur la précarité étudiante, mais la précarité alimentaire a pris un caractère dramatique en 2020 avec le Covid. On a obtenu des repas à 3 francs à la cafétéria durant

deux mois qui ont été subventionnés par des fondations privées. Mais en juin ça s'est arrêté. On a tenté, en vain, de les faire réintroduire.

On a aussi travaillé sur le contenu des contrats qui lient l'université et les entreprises de restauration collective, car on est en période de renouvellement. On a vraiment l'impression de ne pas être écouté-e-x-s : tout le monde s'accorde sur l'existence de la précarité étudiante mais personne ne veut donner de l'argent, le rectorat renvoie au Conseil d'État et vice-versa.

Comment le Rectorat réagit-il à l'occupation ? Est-ce qu'il vous a approché-e-x-s pour négocier ? Nous

avons pris la caf' mardi matin à 10 h 30 et à midi, une vice-rectrice était déjà sur les lieux avec diverses personnes. C'était une entrevue de formalité, sans grand contenu. Comme plus de 48 heures plus tard, on n'avait pas de nouvelles, on est allé-e-s nous-mêmes au rectorat et on a de nouveau discuté un peu mais sans avancée.

Le rectorat disait réfléchir à des repas à prix modique, mais uniquement pour des étudiant-e-x-s identifié-e-x-s comme précaires, et nous on n'a pas envie de ça, car d'une part les conditions d'accès seraient très restrictives, comme pour les bourses, et d'autre part on est contre une espèce de « justificatif de précarité ».

Puis il y a eu de nouvelles négociations le vendredi 12 novembre ...

Oui, le rectorat est venu nous dire que nos revendications ont été portées au près de la cheffe du Département de l'instruction publique et que le Conseil d'État allait en discuter.

La revendication principale, à savoir les repas à prix modiques, est partiellement acceptée : des repas à 5 francs devraient être subventionnés de décembre 2021 à août 2022, puis ces repas seront intégrés dans le cahier des charges de l'entreprise sous-traitante de restauration.

Concernant l'usage plus inclusif de l'espace des cafétérias (par exemple le droit de manger son propre repas apporté), des discussions tripartites (étudiant-e-x-s, rectorat, entreprise) auront lieu dans une commission. Concernant l'internalisation de la gestion des cafétérias, les avancées sont minces : un processus de réflexion incluant les étudiant-e-x-s devrait être ouvert. Pour ce qui est de la Farce, le rectorat s'est engagé à soutenir financièrement cette épicerie solidaire. Enfin, il nous a été dit que la semaine de révisions est de la compétence des facultés.

L'occupation prend fin lundi mais la lutte contre la précarité étudiante continue !

Repas autogéré dans le hall d'Uni-Mail, 15 novembre 2021



APRÈS LA CRISE SANITAIRE, LA SOCIÉTÉ DU SOIN?

L'assemblée générale de Solidarités Genève a élaboré un texte collectif intitulé « Pour une sortie solidaire, anti-autoritaire et durable de la crise sanitaire actuelle: luttons pour une société du soin! ». En voici une version légèrement retravaillée comme contribution au débat sur une autre sortie de crise que celle se concentrant uniquement sur la vaccination.

Le vaccin sauve des vies mais ne sauvera pas notre société du précipice!

Depuis des mois, en Suisse comme ailleurs, on entend le même discours de la part des autorités politiques ainsi que des principales associations économiques, qui peut se résumer ainsi : « *Vaccinez-vous pour que le monde puisse repartir au plus vite comme avant.* »

Si solidarités soutient la vaccination comme un des moyens indispensables pour une sortie de la crise sanitaire que nous subissons depuis maintenant une année et demie, nous ne pouvons que dénoncer ce discours problématique à de nombreux titres.

Le vaccin, un bien commun

La vaccination doit être un droit universel, et non une injonction en vue d'un redémarrage rapide de l'activité économique. Actuellement, une grande partie des personnes dans le monde sont privées d'accès à la vaccination car leurs pays n'ont pas les moyens de rivaliser sur le marché avec les pays riches du Nord, tels que la Suisse, qui s'octroient déjà des doses pour les années à venir.

Il est urgent de prendre ce problème à sa source : les brevets sont un frein majeur à l'accès universel à la vaccination et permettent aux entreprises pharmaceutiques des bénéfices importants alors même qu'elles ont reçu de larges aides publiques au cours de ces derniers mois. La Suisse, siège de plusieurs grandes firmes pharmaceutiques,

porte à cet égard une responsabilité énorme.

Les vaccins sont un bien commun qui ne saurait profiter à une poignée d'actionnaires sur le dos des populations : nous revendiquons un contrôle démocratique sur la recherche, la production et l'injection des vaccins en Suisse, et une coordination internationale pour la distribution des doses dans le monde en fonction des besoins de toutes les populations, sans discrimination. Les brevets sur les médicaments doivent également être immédiatement levés.

Alors que les discours confusionnistes sur la vaccination et sur la crise sanitaire en général se nourrissent de la critique à l'égard de la voracité capitaliste des entreprises pharmaceutiques, une ges-

tion publique et démocratique du secteur permettrait de renforcer la confiance de la population.

Le renforcement du service public, indispensable à une sortie de crise sanitaire

L'injonction à la vaccination est aussi une arme rhétorique qu'utilisent les gouvernements pour se déresponsabiliser. Alors que la Suisse a connu un nombre très important de décès dus au Covid par habitant-e-x-s, il convient de critiquer la politique du gouvernement qui s'est contenté de s'assurer que les services de soins intensifs ne soient pas saturés, et qui tente à présent de mettre la focale uniquement sur le taux de vaccination en rendant la population seule responsable de la poursuite de la crise sanitaire.

Il faut le réaffirmer : la santé publique est un enjeu de société et dépend des politiques publiques mises en œuvre et des moyens alloués. D'un côté, la confiance dans les institutions dépend de la capacité de celles-ci à répondre aux besoins des différents pans de la population, ce qui nécessite un service public fort.

De l'autre, si notre mode de vie conditionne en grande partie notre santé, il n'est pas le produit de choix individuels, comme l'a popularisé l'idéologie néolibérale, mais de déterminants sociaux tels que l'accès à l'information, le niveau d'éducation ou la pénibilité du travail. Une véritable lutte contre les inégalités demande donc une action forte, en amont, sur ces déterminants qui passe par la prévention et la garantie d'une qualité de vie augmentant les chances d'un maintien en bonne santé.

La crise sanitaire aurait pu être l'occasion pour les autorités de repenser les critères qui ont prévalu jusqu'ici pour définir la politique de santé et le dispositif de soin qui doit en découler. Elle aurait dû permettre de revaloriser les professions soignantes et de renforcer le système public. Pourtant, c'est la doctrine néolibérale de réduction des budgets publics qui a pris une fois encore le dessus, la santé n'étant envisagée que par le prisme de son « coût ». Pour battre en brèche cette continuité dans la gestion des déficits, solidarités appelle donc à l'acceptation de l'initiative populaire « Oui à des soins infirmiers forts, aujourd'hui et demain », un premier pas indispensable à un système de santé à la hauteur de nos aspirations face aux défis croissants qui nous attendent.

Contre l'exclusion qui engendre la méfiance et entrave la solidarité concrète

Sur le plan politique, économique et social, la crise sanitaire ne se

Manifestation du personnel de la santé, Berne, 30 octobre 2021



Eric Roset

résoudra pas par la responsabilité individuelle, mais par la responsabilité collective : de nombreuses personnes ne se sentent pas incluses dans cette gestion de la crise sanitaire. Leur défiance est due aux politiques mises en œuvre qui ne misent pas sur la solidarité mais sur la mise à contribution de certains secteurs.

L'hôtellerie-restauration ou la culture sont parmi les secteurs les plus affectés par les restrictions étatiques. On leur a demandé de jouer le jeu de la solidarité par la cessation d'activité, mais les aides n'ont jamais été à la hauteur des efforts fournis et leur situation difficile perdure aujourd'hui, les conduisant au sentiment d'avoir payé pour les autres.

À l'inverse, certains secteurs boostés par la crise (tels que le numérique), peu touchés (comme l'immobilier) ou encore des secteurs qui ont bénéficié d'aides sans contreparties sociales ou écologiques (comme l'aviation) n'ont à aucun moment participé à l'effort collectif, de même que les personnes les plus riches ! Le système capitaliste nous montre encore une fois qu'il n'est pas en mesure de garantir des conditions de vie et de travail équitables à l'ensemble de la population, malgré les quantités gigantesques de biens et services produits chaque jour aux dépens de la planète.

La vaccination ne doit pas non plus servir de prétexte au renforcement des logiques autoritaires à l'œuvre dans nos sociétés hyper-technologiques. Elle ne doit pas non plus être utilisée pour exclure encore plus les personnes peu à l'aise avec l'usage des nouvelles technologies, ni être un moyen de pousser la population au contrôle mutuel. À cet égard, la responsabilité déléguée aux travailleur·euse·x·s de la restauration ou de la culture de

contrôler, et, le cas échéant, de restreindre l'accès à ces lieux est problématique. De plus, la banalisation de l'obligation de décliner son identité risque de devenir une norme et renforcer le climat de méfiance et de surveillance.

Une société solidaire ne pourra voir le jour qu'en combattant les logiques néolibérales quasi hégémoniques à l'œuvre actuellement, que ce soit dans leur variante productiviste et sécuritaire (la vaccination pour éviter des pertes de profits et repartir « *comme avant* », et comme prétexte au contrôle des autres) ou libertarienne (chacun·e·x·s est responsable de sa santé). Ces visions convergent en mettant l'individu au centre et non la société, le chacun·e·x·s pour soi plutôt que l'interdépendance des êtres. C'est ce paradigme qu'il s'agit de changer.

Sortir de la crise sanitaire actuelle en préparant la suivante ?

L'injonction à la vaccination pour « *retourner à la normalité* » est un profond leurre. Le capitalisme productiviste globalisé favorise l'émergence et la diffusion de futures pandémies et ceci principalement de trois manières :

- par la diffusion massive et rapide des épidémies locales qui deviennent des pandémies par les mouvements de population multiples dus à la globalisation (les flux touristiques par exemple);
- par la transmission facilitée de maladies animales à l'espèce humaine avec la destruction des habitats naturels et le contact plus rapproché entre les humains et les autres animaux;
- par la fonte progressive du permafrost (couche de terre gelée dans le Grand Nord) à cause du réchauffement

climatique, qui libère des virus et bactéries piégées dans la glace depuis très longtemps.

La sortie de crise ne sera durable que nous prenons un tournant écologique et social. L'injonction à la vaccination est donc très trompeuse : elle remplit son rôle d'arme rhétorique au service des autorités qui veulent un rapide retour à la situation pré-pandémie, au nom des impératifs économiques. Si cette ligne est suivie, les catastrophes environnementales, climatiques et sanitaires vont s'intensifier, avec des conséquences sociales désastreuses pour les plus défavorisé·e·x·s.

Les mesures drastiques de semi-confinement ont démontré que, face à l'urgence, nous sommes capables de réagir de manière forte et rapide. Mais, la crise sanitaire a aussi démontré, par l'impréparation et la non-coordination des réponses des gouvernements, l'importance d'une approche démocratique, inscrite dans le moyen et long terme, qui préserve l'autonomie locale et permette d'articuler au mieux la production et la distribution en fonction des besoins réels et des moyens à disposition. Cette approche devrait préparer la nécessaire transition écosocialiste, féministe et antiraciste.

Nous sommes interdépendant·e·x·s : le rappel de la crise sanitaire contre l'illusion individualiste néolibérale

L'injonction à la responsabilité individuelle par le biais de la vaccination masque la nécessité d'un service public fort. L'injonction à la vaccination masque la vulnérabilité de notre société face à notre environnement et aux défis qui devraient tou·te·x·s nous occuper tels que le réchauffement climatique,

l'effondrement de la biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles. L'injonction à la vaccination masque enfin le non-sens de nos sociétés qui valorisent le profit plus que les vies, la confrontation plutôt que la coopération, la vitesse plutôt que la prise de temps, l'isolement plutôt que le lien.

Face à cette promotion néolibérale de l'individu, nous soutenons que la crise sanitaire est une occasion de renverser le modèle actuel. La crise a visibilisé la centralité du soin dans nos sociétés, et il s'agit désormais de mettre l'interdépendance au cœur de la redéfinition de nos rapports aux autres. L'adoption du concept de société du « *soin* » – du *care*, de l'attention – est intéressant dans une perspective écoféministe. Il fait référence tant au soin vis-à-vis de soi-même et des autres (en terme de santé comme de bien-être, d'entraide ou de lien social), qu'au soin à notre environnement et aux autres espèces vivantes. Il souligne aussi l'importance du travail de soin (« *travail reproductif* », effectué très majoritairement par les femmes), qu'il s'agit de reconnaître, valoriser et partager en luttant contre la division genrée du travail.

Le « *soin* » compris dans sa dimension radicalement émancipatrice et révolutionnaire s'inscrit donc dans la lutte contre les rapports d'exploitation et de domination par la reconnaissance de l'existence, des qualités et des besoins de chacun·e·x, et par le nécessaire travail collectif de tou·te·x·s pour les satisfaire.

À solidaritéS, nous sommes convaincu·e·x·s qu'un avenir meilleur est possible, mais nous savons qu'il faudra se battre pour le voir se réaliser : luttons ensemble pour une société du soin !

Teo Frei



L'UNIL MISE EN CAUSE POUR SA GESTION DU HARCÈLEMENT SEXUEL

Après deux ans de demandes, revendications, témoignages, échanges et un audit, un changement de pratique semble enfin avoir lieu dans le traitement du harcèlement et du sexisme à l'Université de Lausanne (UNIL).

Fin 2019, des salarié-e-s et ex-salarié-e-s de l'UNIL ont informé le Syndicat des services publics (SSP) d'un cas très inquiétant. Dans les mois qui ont précédé, des problèmes au sein d'une unité avaient conduit le médiateur à signaler des suspicions de harcèlement, qui avaient mené à l'ouverture d'une enquête par le Groupe Impact (GI), organe chargé de la gestion des conflits et du traitement des situations de harcèlement pour l'administration cantonale.

Malgré des témoignages sans équivoque, les conclusions de l'enquête ont été plus que surprenantes. Reprises par l'ex-direction de l'UNIL (une direction qui a été renouvelée depuis, en août 2021), elles remettaient en cause la parole de nombreux-euses témoins. D'une part, en les accusant d'avoir menti, cela sans se référer à aucune forme d'établissement des faits et sans possibilité pour les personnes visées de contester ces affirmations. D'autre part, l'ex-direction de l'UNIL disqualifiait les témoignages et affirmait aussi qu'ils relevaient de propos « isolés, anciens, sortis de leur contexte ». Le 13 décembre 2019, le SSP a alors soutenu les femmes qui ont témoigné lors de cette enquête en interpellant le Département de la formation (DFJC).

Une conception intolérable du sexisme

Plusieurs discussions avec l'ex-direction de l'UNIL, le GI et le DFJC, au deuxième semestre 2020, ont permis de confirmer la profonde divergence existant entre notre conception du sexisme et du harcèlement et celle du GI et de l'ex-direction de l'UNIL. Elle révèle surtout la divergence entre leurs conceptions et celle qui est légalement acceptée.

À la suite de ces entretiens, la conseillère d'État en charge du DFJC a décidé de demander, le 14

décembre 2020, à l'ex-direction de l'UNIL de mandater un audit externe pour analyser le traitement de cette affaire.

Entretemps, le SSP a été alerté sur de nouveaux cas de harcèlement, dont le traitement par le GI et l'ex-direction de l'UNIL révélait (en pire) les mêmes manquements totalement inacceptables dans la prise en charge des plaignantes et des témoins. Cela a conduit le syndicat à saisir à nouveau le DFJC, le 31 mars 2021.

Dans ces cas, l'attitude de l'ex-direction de l'UNIL et du GI constitue un véritable manuel de « non-lutte » contre le harcèlement. L'une des victimes, qui s'était notamment fait attraper les seins devant plusieurs témoins, a vu sa plainte (et le témoignage de sa collègue) classée par l'ex-direction de l'UNIL après une « enquête » du GI, car... l'accusé niait les faits. De même, une autre plaignante, ayant signalé à l'UNIL des faits de harcèlement (il s'agissait de la même personne), s'est vu proposer... une médiation.

Nous avons donc notamment demandé, le 31 mars puis le 27 avril 2021, la généralisation de l'audit à tous les cas de harcèlement sexuel traités par l'ex-direction et le dessaisissement immédiat de l'ex-direction de l'UNIL et du GI du traitement de cas en cours. Ces demandes n'ont pas été satisfaites, mais l'audit a été élargi aux cas que nous dénonçons. Nous demandons que cet audit ne soit plus mandaté par l'UNIL mais par le DFJC, ce qui n'a pas été accepté.

L'audit, que nous avons reçu le 22 juillet 2021, malgré un mandat extrêmement limité donné par l'ex-direction de l'UNIL confirme ce que nous pensions de leur action ainsi que de celle du GI. Il remet fortement en question le GI et a conclu que l'ex-direction n'avait non seulement aucune obligation d'endosser tout ou partie des considérations du GI, mais surtout qu'elle aurait dû s'en distancier dans les cas audités.

Nouvelles procédures: nécessaire, mais insuffisant

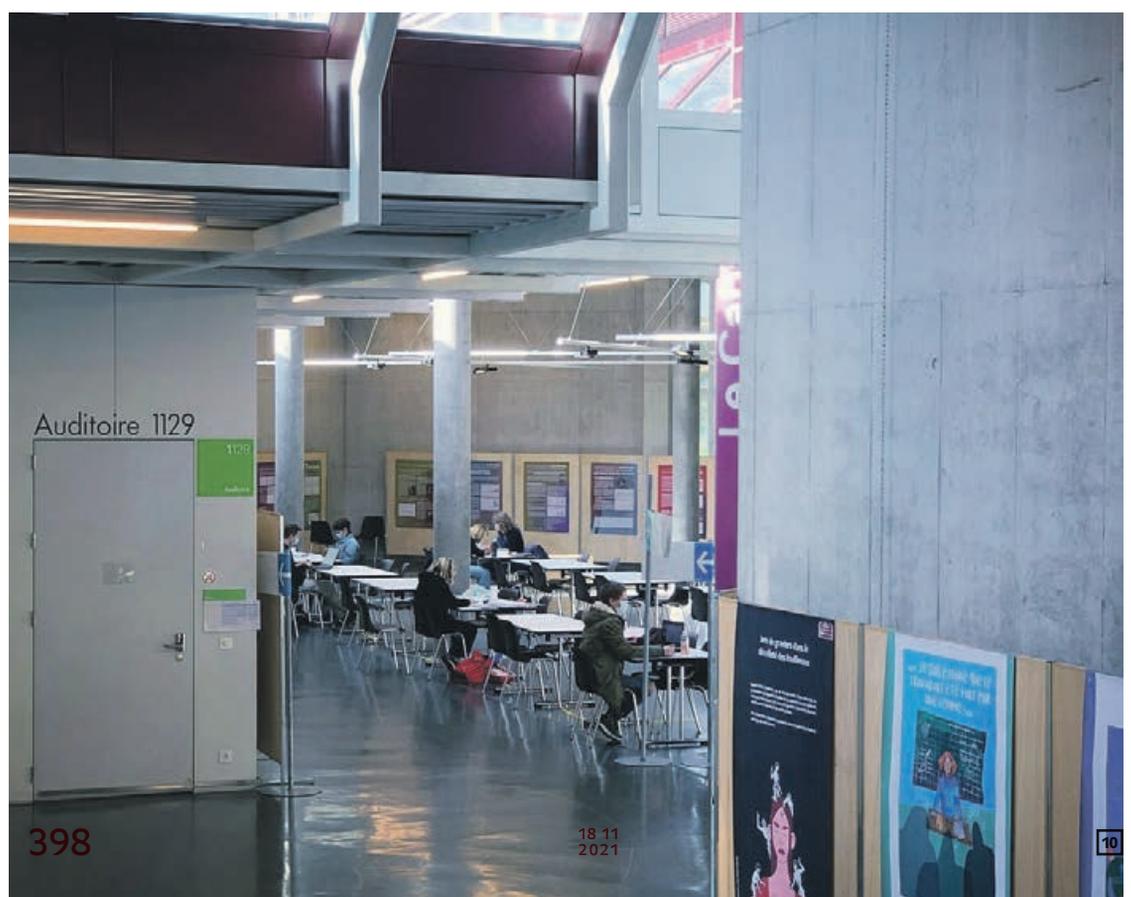
Aujourd'hui, la nouvelle direction de l'UNIL met en avant les structures et procédures qu'elle compte mettre en place pour résoudre le déficit de « prise en charge des cas portés à sa connaissance ». Cela est bien entendu nécessaire, mais pas suffisant. Car l'insuffisance des procédures en vigueur ne suffit de loin pas à expliquer le traitement calamiteux de ces cas. En effet, ces cas ont montré que, indépendamment des procédures, le GI et la direction de l'UNIL de l'époque étaient tout simplement incapables de comprendre la problématique du sexisme et du harcèlement car elles ne la reconnaissent pas.

Le discrédit jeté sur les deux institutions ne peut être effacé uniquement par l'élaboration de nouvelles procédures. La nouvelle direction de l'UNIL doit gérer l'avenir mais également le passé, car, pour un certain nombre de personnes, les erreurs passées sont simplement le prologue d'un présent insupportable et d'un avenir très incertain. Quant au GI, il paraît évident qu'il ne peut plus fonctionner comme référent sur les questions de sexisme et de harcèlement sexuel.

Nous ne pouvons terminer sans rendre hommage aux femmes qui ne se sont pas laissées intimider ni décourager par l'attitude inacceptable de leur employeur et du Groupe Impact, qui étaient censés les protéger. Sans elles, rien n'aurait été possible.

Maria Pedrosa
Commission féministe du SSP
et membre de
solidaritéS

Raphaël Ramuz
Secrétaire SSP en
charge des hautes
écoles



VIOLENCES MACHISTES, OFFENSIVE FÉMINISTE

Le 25 novembre prochain, les collectifs de la Grève féministe se mobiliseront une nouvelle fois dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences de genre.

Depuis plus de 2 ans, les militante·x·s exigent un recensement étatique des féminicides et de toute autre forme de violences sexistes et sexuelles ainsi qu'un plan national de lutte. Les autorités font la sourde oreille.

Face à la dépolitisation...

Dans les années 1970, les féministes de la 2^e vague se mobilisent pour que la violence de genre soit reconnue comme un problème collectif et public. Dans leurs analyses, elles cherchent à démontrer en quoi la violence, ou la menace de violence, à l'encontre des femmes et des personnes dissidentes du système sexe-genre est un outil qui renforce le contrôle social, politique et matériel qui s'exercent sur elleux.

À la fin des années 1980, la politique institutionnelle se saisit de la problématique. On passe alors d'une conception féministe et militante de la violence à une vision institutionnelle catégorielle : violences domestiques, violences sur les lieux de travail, mutilations génitales et violences obstétricales, etc. Si cette fragmentation de la question permet le développement partiel d'outils et de programmes spécifiques à chaque catégorie, il en résulte une dynamique de dépolitisation de la question, qui sera désormais abordée avec des approches différentes selon le « type de violence ».

Les violences conjugales sont par exemple souvent prises en charge sous l'angle médical ou psychologique. Il s'agit alors de

traiter les symptômes des actes de violence et de considérer les auteurs et les victimes comme des patient·e·x·s, à part égale. Dans le cas de violences se produisant sur des lieux d'étude et de formation ou sur les lieux de travail, ce sont généralement des organes internes qui procèdent à une évaluation de la situation et formulent des recommandations ; notamment des procédures de médiation du conflit, où les personnes concernées sont considérées comme participantes et entretenant des dynamiques conflictuelles. Dans ces deux

exemples de prise en charge, le caractère systémique de la violence est atténué, voire effacé.

...et à l'instrumentalisation de la lutte contre les violences de genre

En parallèle, les violences liées au harcèlement de rue, qui ont occupé une grande partie du débat public et politique sur la thématique ces dernières années, sont souvent abordées sous l'angle sécuritaire et juridique, avec une distinction claire entre agresseurs et victimes et une prise en charge centrée sur la punition des auteurs de ces violences. Des auteurs que les responsables politiques et les médias, ainsi que certaines associations se réclamant d'un « féminisme identitaire », se plaisent à caractériser comme étant essentiellement des hommes non-blancs, étrangers et des classes populaires.

Cette classification, qui aborde la question des violences de manière différenciée selon les espaces où elle se produit, participe donc, dans certains cas, à la négation des rapports structurels de domination qui oppriment les femmes et les personnes dissidentes. Dans d'autres cas, elle participe au renforcement de cette domination sur d'autres groupes sociaux discriminés, en servant un agenda politique fémonationaliste et raciste qui exige davantage de police dans l'espace public et des lois sur l'immigration bien plus sévères encore. En France par exemple, on observe clairement cette sinistre dynamique avec l'introduction par

Marlène Schiappa, alors secrétaire d'État chargée de l'égalité, d'un corps de police spécifique pour la verbalisation des insultes sexistes proférées dans l'espace public et de la double peine pour les étrangers coupables de violences sexistes ou sexuelles (voir *solidarités* n° 373).

Construisons un rapport de force collectif et solidaire

En tant que féministes anticapitalistes, antiracistes et internationalistes, nous devons penser la violence de genre dans une perspective globale, comme l'une des expressions d'un système capitaliste patriarcal, raciste et colonialiste.

Les autorités suisses participent activement à la reproduction de ce système et nous ne pouvons pas attendre d'elles qu'elles nous offrent de réels outils de lutte. À travers nos expériences militantes collectives et solidaires, nous devons donc construire des rapports de forces et esquisser des pistes pour sortir du continuum de ces violences qui exploitent, oppriment et tuent.

La pétition féministe européenne lancée le 11 novembre dernier par la coalition Feminist Asylum qui exige la reconnaissance effective des motifs d'asile spécifiques aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQIA+ et le respect par les États européens des engagements pris dans le cadre de la Convention sur la lutte contre la traite et de la Convention d'Istanbul s'inscrit dans cette perspective (voir page 3).

Noémie Rentsch

Manifestation contre les violences sexistes et sexuelles, Lausanne, novembre 2019



UNE CRISE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PERSISTANTE

Un nouveau gouvernement a été formé à la mi-septembre 2021 par le premier ministre milliardaire Najib Miqati, avec le soutien des principaux partis néolibéraux confessionnels au pouvoir.

Le nouveau gouvernement a notamment reçu la bénédiction de la France et de l'Iran, qui étaient tous deux actifs et impliqués dans les négociations pour sa formation. Le premier voyage à l'étranger du premier ministre nouvellement désigné a donc été effectué auprès du président français Macron à Paris. Les principales tâches de ce nouveau gouvernement sont d'organiser de nouvelles élections, qui se tiendront à la fin du mois de mars 2022, et de mettre en œuvre des « réformes économiques », c'est-à-dire de nouvelles séries de privatisations et des mesures d'austérité.

Près de deux ans après le déclenchement du soulèvement, la domination des partis au pouvoir sur de larges secteurs de la société est toujours bien en place, tandis qu'ils ont étendu certaines formes de services à leur base populaire dans un contexte d'affaiblissement

continu de l'État et d'aggravation de la crise économique.

Crise économique et sociale dans le pays

En même temps, la situation socio-économique du pays a continué à se dégrader sur tous les plans. Le taux de pauvreté a énormément augmenté, passant de 25 % en 2019, à 74 % en 2021. Le Liban a enregistré l'un des taux d'inflation les plus élevés au monde en 2021, avec une hausse de 137,8 % de l'indice des prix à la consommation entre août 2020 et août 2021, et la dévaluation de la livre libanaise de 90 % depuis le début de la crise en octobre 2019.

Les travailleuses étrangères soumises au système de la *kafala*, qui les prive de leurs droits civils et humains fondamentaux, ont également vu leurs conditions se détériorer considérablement. La majorité de ces travailleuses sont des femmes

originaires de pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. De même, les réfugié·e·s syrien·ne·s continuent de subir un fort appauvrissement et différentes formes d'abus. Près de 91 % d'entre elles·eux vivent avec moins de 3,80 \$ par jour.

Suites de l'explosion de 2020 et montée des tensions politiques

L'impunité des élites politiques néolibérales confessionnelles concernant l'explosion criminelle du port de Beyrouth en août 2020 se poursuit à ce jour. L'enquête sur cette affaire a été suspendue à plusieurs reprises à la suite de manœuvres de la classe dirigeante afin d'y mettre un terme et elle n'a au final incriminé aucun des ministres responsables.

De plus, de multiples témoins potentiel·le·s ont été assassiné·e·s. Cette impunité de l'élite néolibérale confessionnelle au pouvoir permet d'autres catastrophes cri-

minelles similaires. En août 2021, une nouvelle explosion criminelle s'est produite dans le nord du pays, dans le village de Tleil dans le Akkar, faisant une trentaine de mort·e·s.

En même temps, le Hezbollah a accentué ses attaques contre le juge en charge de l'enquête, Tareq Bitar, en l'accusant de politiser l'affaire et d'être instrumentalisé par les États-Unis. Le 14 octobre dernier, un rassemblement de plusieurs centaines de partisan·e·s du Hezbollah et du mouvement Amal du président du parlement Nabih Berry a rapidement viré en scènes de guérilla, transformant des quartiers de la capitale en zones de guerre. Les affrontements ont fait sept mort·e·s, une majorité membres ou proches du camp Hezbollah et Amal. De forts soupçons pèsent sur les membres des Forces Libanaises (FL) ou de leurs sympathisant·e·s qui auraient ouvert le feu sur les manifestant·e·s d'Amal et du Hezbollah.

Cette polarisation du champ politique et cette montée des tensions confessionnelles dans le pays affaiblissent encore davantage la capacité des classes populaires à sortir de ce tête-à-tête meurtrier et réactionnaire.

Où est la résistance populaire ?

Le mouvement de protestation s'est considérablement affaibli depuis octobre 2019, même s'il ne s'est jamais complètement éteint malgré la répression étatique, la crise financière et la pandémie.

L'absence continue d'organisations et de partis de masse non confessionnels enracinés dans les classes populaires du pays reste le principal problème du mouvement de protestation. Ils n'existent pas encore et cela affaiblit la capacité du mouvement à s'organiser en un véritable défi social et politique aux partis néolibéraux confessionnels et à leur système. Les différents secteurs de la gauche et des progressistes sont très fragmentés au sein du mouvement de protestation et n'ont pas été en mesure de construire un front uni capable de canaliser les demandes et d'organiser les manifestant·e·s à travers le pays.

Dans ce contexte politique, marqué par une profonde crise économique et l'absence d'alternative politique viable, les partis confessionnels pourront mobiliser leur base confessionnelle et maintenir leur hégémonie lors des prochaines élections, qui auront lieu en mars 2022.

Joseph Daher

Le nouveau gouvernement libanais. Au centre, le milliardaire Najib Miqati, septembre 2021



Ali Fawaz



Tronçon du Bloc de gauche lors du défilé du 1^{er} Mai 2021, à Lisbonne

International Portugal

LES IMPASSES DE LA GAUCHE: SANTÉ, RETRAITES ET EMPLOI

Des élections anticipées auront lieu en janvier 2022 au Portugal à la suite du refus du projet de budget du gouvernement du Parti socialiste (PS) pour 2022. Retour sur les raisons de ce refus.

En octobre dernier, après les élections locales de septembre, le PS a présenté un projet de budget pour 2022 poursuivant une politique de restriction budgétaire. Refusant la marge économique disponible en raison de la suspension des règles du traité budgétaire, le gouvernement n'a pas été à la hauteur en matière d'investissements publics, de réponse à la crise énergétique, de lutte contre les inégalités et de valorisation des salaires. Mais c'est surtout dans les domaines de la santé, des retraites et du droit du travail que se trouvent les impasses de la gauche.

Le Bloco de Esquerda (« Bloc de gauche », parti représentant la gauche radicale parlementaire portugaise) a présenté neuf mesures à négocier, qui ont toutes été rejetées en totalité ou en partie et ce sur des aspects cruciaux. Dans le domaine de la santé : refus de *dedicação plena* (un dispositif qui fournit des ressources aux administrations sanitaires et permet aux professionnels de se consacrer exclusi-

vement et à plein temps au service national de santé).

Dans le domaine des retraites : abrogation du « facteur de réduction » et nouveau calcul des pensions pour éliminer les réductions concernant les bénéficiaires ayant cotisé longtemps et les professions épuisantes, réexamen de l'âge de la retraite.

Dans le domaine du droit du travail : rétablissement des règles d'avant la troïka sur les heures supplémentaires, les congés, les indemnités de licenciement et les négociations collectives.

Quant au Parti communiste portugais (PCP), il a axé ses revendications sur l'augmentation du salaire minimum et des retraites ainsi que la gratuité des services de garde d'enfants. Pour la première fois, il a inclus les lois du travail dans les négociations sur le budget de l'État.

Dès la présentation du projet de budget, le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a publiquement menacé les partis de

dissoudre l'Assemblée de la République en cas de vote contre le projet. Sans fondement constitutionnel (la non-approbation du budget ne requiert pas la dissolution du parlement), la menace du président a favorisé l'inflexibilité tactique du premier ministre António Costa dans les négociations.

Face au refus du budget, Marcelo Rebelo de Sousa a annoncé le 4 novembre dernier la dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées pour le 30 janvier 2022.

2022: la gauche se bat pour son programme et son mandat populaire

La convocation d'élections anticipées intervient dans un climat diffus de méfiance populaire et de pression médiatique sur la gauche. Après avoir exposé clairement ses propositions de négociation et démontré l'inflexibilité du gouvernement, le Bloc de gauche n'a pas renoncé au dialogue avec les secteurs populaires de la gauche qui

« PENSER LA RÉVOLUTION D'AVRIL EN NOVEMBRE »

Mario Tomé, capitaine de la révolution des Œillets portugaise et homme politique, sera l'invité de l'Association 25 avril – Genève. Il témoignera d'un épisode-clé et controversé du processus de transition démocratique: la contre-révolution du 25 novembre 1975.

Le 25 avril 1974, la révolution des Œillets mettait fin à 48 ans de dictature salazariste au Portugal et dans ses colonies. Pendant 19 mois, le Portugal connaît une période dite du Processus révolutionnaire en cours (PREC) où partis, militaires et mouvements politiques et populaires confrontent leurs visions pour l'avenir du pays. Le 25 novembre 1975, un coup politico-militaire mené par une élite militaire dite des « Neufs » met un terme au processus révolutionnaire. La mise en place d'une démocratie parlementaire libérale se concrétisera le 2 avril 1976, par l'approbation d'une nouvelle Constitution.

A25a Genève

SA 27 NOVEMBRE 19H
Maison internationale des associations
15 rue des Savoises, Genève

penchaient pour une viabilité du budget.

La droite part pour ces élections avec trois congrès prévus et deux processus de conflits internes, et dans la campagne, elle mesurera son discours sur la possibilité de futures alliances avec l'extrême droite du parti CHEGA (affilié au parti européen « Identité et démocratie » regroupant notamment la Ligue italienne et le Rassemblement national français). Il est très peu probable (et aucun sondage ne l'indique) que cette aile droite puisse obtenir une majorité des voix. Quant à la majorité absolue du PS, elle n'existe encore que dans les calculs d'António Costa.

Les élections ne doivent pas être un règlement de comptes. Donner de la force au Bloc de gauche est la clé d'un nouvel élan pour les négociations à gauche, c'est donc essentiel.

Adriano Campos dirigeant national du Bloc de gauche et membre de la IV^e Internationale. Traduit du portugais par la revue *Inprecor* et adapté par notre rédaction



Meeting avec Philippe Poutou, Genève, 4 novembre 2021

En mouvement International

MAGNIFIQUE MEETING AVEC PHILIPPE POUTOU

Le jeudi 4 novembre, c'est une salle bondée et enthousiaste qui a accueilli le candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) à l'élection présidentielle française pour une rencontre avec les militant·e·x·s romand·e·x·s.

Il aurait fallu pousser les murs de l'Université Ouvrière de Genève pour qu'une partie des 250 personnes venues assister au meeting ne doive pas rester debout.

Qu'importe, l'ambiance était là, et être debout invite à entonner spontanément des chants révolutionnaires, ce qui fut fait par deux fois au cours de la soirée. Pour ceux

qui ne pouvaient assister physiquement à cet événement, une retransmission très réussie a eu lieu sur les canaux Facebook et Youtube de solidaritéS Genève.

La rencontre a débuté par une présentation de diverses luttes locales par des militant·e·x·s de solidaritéS et de divers mouvement sociaux et syndicats : Grève féministe, Grève du climat, lutte pour le logement et la protection des travailleur·euse·x·s, lutte contre la précarité étudiante et contre les inégalités sociales en général.

Philippe Poutou a ensuite repris le flambeau en explicitant l'objectif de sa candidature à la présidentielle française : visibiliser dans le débat public quatre grandes urgences. L'urgence sociale au regard de l'augmentation des inégalités (qui se sont accentuées durant la crise Covid), l'urgence climatique et la problématique de l'accaparement des ressources naturelles de la planète, l'urgence humanitaire qui appelle à une Europe de la solidarité et des peuples en contexte migratoire, et l'urgence démocratique face à la montée des mouvements réactionnaires et de la répression exercée sur les mouvements anticapitalistes.

La troisième partie de la soirée a été consacrée aux échanges avec la salle, notamment sur la question de la qualification du moment politique dans lequel se trouve actuellement la France au regard de la montée en puissance de l'extrême droite et du déploiement de politiques répressives.

Cornelia Hummel

Écologie En mouvement

LE FLOP DE LA COP

Le samedi 6 novembre, un millier de manifestant·e·s sont descendu·e·s dans les rues de Lausanne pour exprimer leur opposition à la COP26 et leur soutien à une écologie populaire.

Du 31 octobre au 12 novembre, à Glasgow, les acteurs gouvernementaux ont une 26^e fois gentiment promis – sans contrainte – de respecter leurs engagements écologiques. Pas question cependant d'envisager de cesser complètement l'utilisation d'énergie fossile d'ici 2030, ni d'initier la décroissance. On préférera conforter le mythe selon lequel la croissance verte est possible, histoire de caresser les capitalistes dans le sens du poil.

À Lausanne, comme dans des centaines de villes autour du monde, ces paroles en l'air n'ont pas convaincu. Un contre-sommet y a été organisé par des activistes écosocialistes suisses soutenu·e·s

par la Grève du Climat. Dans l'après-midi du samedi 6 novembre, les manifestant·e·s romand·e·s ont marché aux côtés de militant·e·s du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), dont Philippe Poutou, ouvrier au chômage et candidat aux élections présidentielles françaises.

Des premiers discours, prononcés devant les bureaux barricadés d'UBS, ont rappelé la responsabilité des banques suisses dans les catastrophes écologiques et sociales à l'échelle mondiale, ainsi que dans la répression des militant·e·s qui les dénoncent. À l'arrivée sur la place de la Riponne, la parole a été donnée à des représentant·e·s de luttes locales

telles que les combats syndicaux des travailleur·euse·s de Smood, le squat du PornoDiesel et l'occupation du quartier libre d'Yverdon.

Un contre-forum pour une écologie populaire

À la suite des derniers discours, les manifestant·e·s ont rejoint le forum prévu par les organisateur·ices. Au programme : conférences, projections, ateliers et discussions.

Une première table ronde, rassemblant des intervenant·e·s de la Grève du Climat, la Grève Féministe, Unia et du NPA, a souligné l'importance de l'enjeu des retraites comme point de convergence des luttes fémi-

nistes, ouvrières et écologistes. Le premier pilier, par nature égalitaire et écologiquement viable, sera encore une fois attaqué sous peu par le projet de loi AVS 21 qui amènerait un renforcement du deuxième pilier, à la fois discriminatoire, antisocial et insoutenable – car il dépend d'investissements fossiles impérialistes. Ces considérations se sont enchaînées naturellement avec la projection du film *Décolonisons l'écologie*, nous rappelant à la réalité du colonialisme et des luttes écologiques qui se jouent à l'international et qui doivent sans cesse informer notre militantisme.

Si la COP26 a encore une fois échoué à répondre aux urgences écologiques et sociales, ce contre-sommet indique la direction à prendre : celle d'une décroissance écosocialiste, décoloniale et égalitaire.

Alice Bovey et Soren

POUR UN SPOTIFY SOCIALISTE

Avec l'avènement du Web 2.0, qui permet aux musicien·ne·s et aux labels indépendants de diffuser de la musique à l'entier du monde connecté, on a pu croire que l'industrie allait se démocratiser. L'heure est à la gueule de bois.

En quelques années, la part de marché des *Big Tech* dans l'industrie musicale a explosé – le streaming ayant remplacé la musique enregistrée comme principale source de revenus dans la branche – et les plateformes numériques sont devenues toujours plus prédatrices.

Au cours de la pandémie, les artistes ont largement compté sur les plateformes de streaming pour assurer leur subsistance, en raison de l'interdiction des concerts et de l'insuffisance des aides. Comme les musicien·ne·s dépendent des concerts, les problèmes structurels du streaming ont été mis en évidence, les artistes étant contraint·e·s d'accepter des paiements de redevances à la baisse comme seule source de revenus.

Du reste, les confinements ont encore consolidé la position des grandes plateformes de streaming, entraînant une augmentation des inégalités et des rémunérations inéquitables. Les grands labels utilisent leur avantage structurel pour engranger de gros profits au détriment des labels et musicien·ne·s indépendant·e·s.

Le capitalisme de surveillance donne le la

L'atout le plus profitable de Spotify est son algorithme, qui compose des suggestions et playlists personnalisées. La plateforme compte ainsi rivaliser avec Facebook et Google en tant qu'espace publicitaire, orientant les auditeurs·trices vers l'écoute d'artistes représentés par les grands labels. Ceux-ci paient ou renoncent à une partie des royalties en échange d'une exposition accrue via les algorithmes.

Seul·e·s les artistes inséré·e·s dans l'industrie culturelle tendent à réussir avec le streaming. 1 % d'artistes représentent 80 % des

flux. Selon la journaliste Cherie Hu, seul·e·s 0,4 % des artistes au Royaume-Uni, presque tou·te·s signé·e·s par des majors, vivent du streaming.

Plus tôt cette année, une enquête parlementaire britannique sur le marché du streaming a proposé une révision complète du système et le lancement d'une étude sur la base de ces recommandations. Cependant, les tentatives de régulation des monopoles naturels sont souvent inefficaces et tendent à renforcer les principes néolibéraux de concurrence, d'atomisation et d'exploitation.

Musicien·ne·s en lutte

L'action parlementaire au Royaume-Uni a été notamment forcée par la Musicians' Union. Aux États-Unis, l'Union of Musicians and Allied Workers a également lancé une campagne « Justice at Spotify » en 2020, signée par 4000 travailleurs·euses de l'industrie musicale, adressant un certain nombre de demandes à la plateforme. Bien que l'action collective des travailleurs·euses soit essentielle à la lutte contre les pratiques d'exploitation des *Big Tech*, cela ne peut être qu'une solution à court terme. La justice ne sera rendue que lorsque la musique sera soustraite à la logique du marché libre.

Pour changer le paradigme actuel, il faut se pencher sur la propriété des plateformes numériques et leur contrôle. Une plateforme de streaming financée par des fonds publics, dans laquelle la musique est considérée comme un bien public, appartenant à la collectivité et contrôlée par le peuple, démocratiserait l'industrie musicale et créerait une économie numérique plus durable. À l'instar des bibliothèques par exemple, le financement public remplacerait l'investissement en capital-risque.

En l'absence de contrats publicitaires, un tel modèle réduirait l'inégalité entre labels indépendants et grands labels, tandis que la surveillance et la marchandisation des données serait abolie. Quant aux algorithmes, ils pourraient être rendus transparents, garantissant

la protection de la vie privée et des données.

Le modèle actuel de streaming n'a pas été construit en pensant aux artistes. Les intérêts des grands labels, des plateformes de streaming et des investisseurs·euses visent à maintenir le *statu quo* et les profits, tandis que l'exploitation des artistes et la dévalorisation de leur musique se poursuivent. Tou·te·s les musicien·ne·s, commercialement viables ou non, devraient pouvoir bénéficier de ressources adéquates.

La musique ne doit pas être un simple contenu utilisé pour vendre des espaces publicitaires. Conçue pour servir les artistes, les travailleurs·euses du milieu musical et le public, une plateforme de streaming coopérative et contrôlée par la collectivité permettrait de sauver leur potentiel radical des prix prédateurs, du capitalisme de surveillance et de la financiarisation.

Charlie Bird pour la revue *Jacobin* (jacobinmag.com). Traduit et adapté de l'anglais par notre rédaction

« Mes streams ne m'ont permis d'acheter que ce panneau. »

En moyenne nationale, un·e artiste étatsunien·ne doit totaliser plus de 400 000 écoutes par mois pour toucher le salaire minimum. Rassemblement de protestation dans le cadre de la journée mondiale d'action « Justice at Spotify », New York, 15 mars 2021.



solidaritéS

398

18.11
2021

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous!

Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 Immigration
Soutenue par la Suisse, l'Europe fortresse renforce ses barbelés

Une pétition pour reconnaître le droit d'asile aux femmes et personnes LGBTIQ+

4 Logement
Écologie et égalité sociale: une équation impossible?

Monde du travail
«Frotter, frotter: il faut payer!»

5 Vaud
Ensemble à Gauche se lance dans la course au Conseil d'État!

6 Monde du travail
Grève chez Smood: stop aux abus!

7 Genève
Une « occupation sans faim » de la cafétéria d'Uni-Mail

10 Féminisme
L'UNIL mise en cause pour sa gestion du harcèlement sexuel

11 Féminisme
Violences machistes, offensive féministe

12 International
Liban: une crise politique et économique persistante

13 International
Portugal: les impasses de la gauche: santé, retraites et emploi

14 En mouvement
Magnifique meeting avec Philippe Poutou

15 Culture
Pour un Spotify socialiste

Le flop de la COP

